

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôle Techniques et Environnement Sud
2 rue Jean Richepin
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 24/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SYDETOM 66

Plateforme de traitement de déchets vert

lieu-dit "Camp del Carte"
66750 SAINT-CYPRIEN

Références : 2022-116-PUB

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2022 sur la plateforme de traitement de déchets verts que le SYDETOM 66 exploite lieu-dit "Camp del Carte" à Saint-Cyprien (66750). L'inspection a été annoncée le 17/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans une action visant à contrôler que les installations classées sensibles au risque d'incendie, telles que les plateformes de traitement de déchets verts, respectent les prescriptions réglementaires en matière de prévention et de lutte contre le risque d'incendie. Le choix de la période de ce contrôle a volontairement été programmé un peu avant la période estivale des Pyrénées-Orientales qui, en raison d'épisodes de sécheresse et de canicule, est propice aux départs d'incendies.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYDETOM 66
- Plateforme de traitement et compost de déchets verts
- Lieu-dit "Camp del Carte" à Saint-Cyprien (66750)
- Code AIOT dans GUN : 0018300007
- Régime : Enregistrement

La plateforme de traitement de déchets verts de Saint-Cyprien a été autorisée par arrêté préfectoral du 5 juillet 1999 complété par arrêté préfectoral du 21 novembre 2001, modifiés par l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2010, pour les rubriques 2260-1 (broyage de substances végétales ou produits organiques naturels, artificiels ou synthétiques), 2170 (fabrication d'engrais et supports de cultures) et 2780 (installation de traitement aérobique – compostage ou stabilisation biologique) de la nomenclature des installations classées.

A la demande de l'exploitant, cette installation fonctionne désormais sous le régime de l'enregistrement au titre du bénéfice des droits acquis, entériné par décision du 14/02/2014 de monsieur le préfet. Cette évolution administrative a fait suite à la publication du décret n° 2010-369 du 13/04/2010 qui a créé la rubrique 2791, et a remplacé la rubrique 2260-1 à laquelle les installations de broyage de déchets verts étaient précédemment soumises.

Le décret n° 2018-458 du 06/06/18 a créé la rubrique 2794, spécifique au broyage de déchets végétaux non dangereux. Cette rubrique a remplacé la rubrique 2791 à laquelle les installations de broyage de déchets verts étaient précédemment soumises. L'installation de broyage de déchets verts de l'établissement fonctionne actuellement sous le régime d'enregistrement de la rubrique 2794-1.

En conséquence, l'activité de broyage de déchets verts doit désormais être réalisée conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La plateforme de traitement de déchets verts demeure toutefois soumise au régime de la déclaration pour la rubrique 2780-1c, la quantité de matières végétales traitées étant inférieure ou égale à 15 t/j. À ce titre, l'activité de compostage doit être réalisée conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 12/07/2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à déclaration sous la rubrique n° 2780.

L'établissement réceptionne uniquement les déchets verts produits par des professionnels (paysagistes, entreprises de débroussaillage, jardiniers, etc.) ou collectées par les déchèteries auprès des particuliers.

Ces déchets verts sont ensuite broyés, in situ, par campagne, à l'aide d'un broyeur mobile utilisé sur l'ensemble des plateformes de traitement de déchets verts que l'exploitant possède dans le département.

Les déchets ainsi broyés sont utilisés pour produire du compost ne comportant uniquement des déchets verts (absence de mélange dans des boues issues de station de traitement des eaux urbaines, par exemple). Si les particuliers ne peuvent pas venir déposer leurs déchets verts dans cet établissement (ils doivent les déposer en déchèterie), ils peuvent en revanche, tout comme les professionnels, venir y acheter le compost produit.

Le thème de visite retenu est le suivant : Risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information	Commentaire/Délai
Accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7.1	Accès permanent non respecté	Éléments attendus sous 15 jours
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7.2.2	Débit de 60 m ³ /h sous 2h non justifié	Éléments attendus sous 15 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Accès, voies et aires de circulation	Arrêté Préfectoral du 05/07/1999, article 2.1.4	/	Sans objet
Entretien de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 05/07/1999, article 2.1.6	/	Sans objet
Entreposage compost	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, annexe I, point 3.7	/	Sans objet
Accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7.1	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7.2.2	/	Sans objet
Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7.5.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Deux points de contrôle ont fait l'objet de constats susceptibles de suites administratives. L'inspection des installations classées considère que l'exploitant peut remédier aux écarts

réglementaires concernés sous le délai de 15 jours, qu'elle lui accorde. Passé ce délai, en fonction des réponses de l'exploitant il pourra être proposé à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de remédier à ces écarts.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées recommande que l'exploitant tienne compte ses observations mais qui ne relève pas d'un point de non-conformité ou d'écart réglementaire, pour la poursuite de l'exploitation de son établissement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Accès, voies et aires de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/1999, article 2.1.4
Thème(s) : Autre, Dimensionnement des voies
Prescription contrôlée : [...] En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit [...] Les voies doivent avoir les caractéristiques minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">- largeur de la bande de roulement : 3,50 m- rayon intérieur de giration : 11,00 m- hauteur libre : 3,50 m- résistance à la charge : 13,00 t/essieu.
Constats : En dehors des heures d'ouverture au public, l'accès au site est interdit par un portail fermé à clé et une clôture ceinturant l'ensemble de l'établissement. Les voies de circulations entre les andains de compost ont une largeur de 3,5 m en bout de voie une aire présentant un rayon de giration d'u moins 11 m permet au engins de lutte contre l'incendie d'effectuer si nécessaire un demi-tour. Aucun obstacle aérien ne nuit à la hauteur de circulation sur les voies. Ces voies sont bitumées et dimensionnées pour supporter le passage d'engin de chantier utilisés pour l'exploitation, dont la charge correspond à 13 tonnes/essieu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/1999, article 2.1.6
Thème(s) : Autre, Propreté, entretien
Prescription contrôlée : L'établissement et ses abords doivent être tenus dans un état de propreté satisfaisant et notamment les pistes de circulation, l'intérieur des ateliers, les aires de stockage et les conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter les amas de matières dangereuses ou polluante, les envols et entraînements de poussières susceptibles de contaminer l'air ambiant et les eaux pluviales. Les matériels de nettoyage doivent être adaptés aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Le jour du contrôle, l'inspection des installations classées constate que le site est correctement entretenu. A l'intérieur du périmètre de l'établissement, les parties enherbées sont tondues. L'extérieur de l'établissement est bordé à l'Ouest par la succession d'un chemin, d'un canal et de terrains agricoles en exploitation qui constituent une barrière naturelle capable de limiter la propagation d'un incendie. Au Sud, l'établissement est bordé par une station d'épuration des eaux urbaines dont la quasi-intégralité de la surface est bitumée ou bétonnée. Au Nord-Est, l'établissement est bordé par des terrains comportant une végétation importante et non entretenue (le jour du contrôle) appartenant à la communauté de communes Sud Roussillon.
Observations : L'exploitant est invité à sensibiliser la communauté de communes Sud Roussillon sur l'intérêt de procéder au débroussaillage de ses terrains voisins afin de lutter contre la propagation d'un incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entreposage compost

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe I, point 3.7
Thème(s) : Autre, Hauteur andains
Prescription contrôlée : La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. Cette hauteur peut être portée à 5 mètres pour l'entreposage du compost produit s'il est conforme à une norme et si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost.
Constats : La hauteur des andains de compost en phase de maturation n'excède pas 3 m. Celle du produit fini entreposé séparément n'excède pas 5 m. Les andains sont disposés de manière parallèle et sont entourés d'une voie de 3,5 m de large bitumée.
Observations : Il serait utile que l'exploitant réserve une aire pour épandre un andain de compost qui présenterait un début d'incendie par combustion interne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7.I
Thème(s) : Autre, Intervention des services de secours
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. [...] Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les

voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
<p>Constats : L'inspection des installations classées constate que l'établissement dispose d'un accès pouvant permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Toutefois en dehors des heures d'ouvertures de fonctionnement de la plateforme de traitement de déchets verts, cet accès est fermé par un portail verrouillé. Dès lors, en dehors des heures de fonctionnement de la plateforme, l'exploitant ne respecte pas la notion d'accès permanent imposé par la prescription ci-dessus.</p> <p>Les engins de chantier liés au fonctionnement de l'installation sont, lorsqu'ils ne sont pas utilisés par le personnel, parqués dans un bâtiment situé à l'intérieur du périmètre de l'installation de transit d'ordures ménagère appartenant au même exploitant et située à quelques mètres de l'établissement contrôlé.</p> <p>Demande : Dans un délai n'excédant pas 15 jours, l'exploitant indique à l'inspection des installations classées, la solution qu'il a mis en place pour remédier à l'écart réglementaire relatif à la notion d'accès permanent à l'établissement pour les services de secours et de lutte contre l'incendie (délivrance d'une clé ou de son numéro d'astreinte aux services de secours et de lutte contre l'incendie, fermeture du portail d'accès par une chaîne et un cadenas sécable, en lieu et place de la serrure à clé actuelle, etc).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7.2.2
Thème(s) : Autre, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; 2. De plans des bâtiments et aires de gestion des déchets ou matières dangereuses facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; 3. D'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> - des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; - des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m3/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <p>[...]</p> <p>Constats : Un poteau incendie normalisé est implanté juste devant l'entrée du site, donc à moins de 100 m de l'établissement. Toutefois le jour du contrôle l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que ce poteau incendie est en mesure de délivrer un débit de 60 m3/h durant deux heures.</p> <p>Le responsable du site dispose d'un téléphone mobile pour prévenir, le cas échéant, les services de</p>

secours et de lutte contre l'incendie. Un plan de l'établissement est affiché à l'extérieur, sur le local à l'entrée du site. La localisation des risques et des moyens de lutte contre l'incendie sont indiqués sur ce document. Toutefois, le jour du contrôle, celui-ci était masqué par l'affiche mentionnant le port obligatoire du masque dans le cadre de la lutte contre le COVID-19. Sur ce plan, l'inspection des installations classées relève que les parties de l'installation présentant un risque d'incendie sont identifiées. Par ailleurs, l'inspection des installations classées a noté que l'échelle de ce plan est réduite et qu'il est, par conséquent, peu visible et lisible.
Demandes : Dans un délai n'excédant pas 15 jours, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une copie du bon de commande pour la programmation, pour la première quinzaine de juillet au plus tard, d'une vérification du débit du poteau incendie situé à l'entrée de son établissement. Dès réception du résultat de cet essai, l'exploitant en adresse une copie à l'inspection des installations classées. Dans le cas où le résultat de l'essai révélerait que le débit de 60 m ³ /h sous 2 heures exigé par la réglementation n'est pas respecté, l'exploitant accompagne sa transmission de la ou des mesures qu'il propose de mettre en œuvre pour y remédier, assorties d'une échéancier de mise en œuvre.
Observations : Le plan de l'établissement peut, en cas d'incendie, s'avérer très utile pour l'organisation des services de secours et de lutte contre l'incendie. L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de l'intégrer au panneau implanté à l'entrée de l'établissement, rappelant notamment l'interdiction de fumer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7.5.5
Thème(s) : Autre, Consignes d'interdiction d'apporter du feu
Prescription contrôlée : Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.
Constats : Les consignes comportant les éléments indiqués ci-dessus sont affichés dans le local situé sur l'installation de transit d'ordures ménagères, auquel le personnel d'exploitation a accès et où il prend son déjeuner. L'interdiction d'apporter du feu et en particulier celle de fumer sur le site est rappelée par un panneau implanté à l'entrée de l'établissement, à l'aide de pictogrammes et textes bien visibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet